

VEILLE SECTORIELLE

Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°04 – avril 2025

Sommaire

Les infos à retenir :

Nouveau contrat de coalition

Nomination des nouveaux ministres

Transition Ecologique & Energétique

1. Contrat de coalition :
partie énergie

2. Loi chauffage: la nouvelle coalition annonce une « abrogation » qui cache en fait une simple modification du texte

3. ENTSO-e préconise de découper le marché de l'électricité allemand en cinq zones de prix

5. Publication d'une étude germano-britannique sur le commerce d'hydrogène

Transports

1. Contrat de coalition : la nouvelle politique transport s'inscrit dans la

continuité de la précédente

Entreprises & International

1. Production d'acier brut en Allemagne : toujours aucun signe de stabilisation

2. La division automobile de Conti s'appellera Aumovio

3. Le président de l'association de l'industrie mécanique allemande appelle à faciliter l'accès des américains au marché européen

4. Les allègements douaniers accordés par D. Trump aux constructeurs automobiles sont accueillis avec tiédeur par les industriels allemands

5. Importations de terres rares : une dépendance allemande persistante à la Chine

Numérique & Innovation

1. Première réunion officielle de l'EU AI Champions

Initiative à l'Ambassade de France

3. Dialogue franco-allemand sur l'intelligence artificielle en santé

2. Le géant allemand du logiciel SAP surprend avec des résultats positifs

[_Toc197439245](#)

Les infos à retenir :

Nouveau contrat de coalition

La future coalition s'est assurée, grâce à la réforme du frein à la dette et la création du fonds spécial de 500 milliards, dont 150 milliards engagés sur la durée de la législature, de moyens conséquents pour mener une politique d'investissement volontariste. Le gouvernement s'attellera aussi au retard allemand en matière de numérisation, ce que doit faciliter la création d'un ministère fédéral indépendant pour le Numérique. Les partis expriment une volonté claire de renforcer le Standort allemand et de continuer à soutenir les secteurs industriels jugés importants (automobile, acier, chimie, semi-conducteurs) et les secteurs d'avenir (dont IA, biotech, espace). Pour soutenir l'investissement privé, l'accord prévoit un amortissement dégressif sur 3 ans. L'accord confirme également l'introduction d'un prix de l'énergie pour l'industrie souhaité par tous les partenaires et affirme le principe de neutralité technologique. Le sujet de la simplification et de la débureaucratiation est présent dans tous les chapitres de l'accord, la coalition annonçant la suppression de la loi nationale sur la chaîne d'approvisionnement, devenue la cible des critiques dans les milieux d'affaires. Sur les questions commerciales, la coalition réaffirme le souhait de conclure les accords de libre-échange en cours dont le Mercosur, en privilégiant s'il le faut des accords de libre-échange « UE only ». Sur la guerre commerciale engagée par le président Trump, la coalition maintient sa proposition de conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis à moyen terme.

Nomination des nouveaux ministres

Le nouveau gouvernement Merz présente une équipe ministérielle marquée par un équilibre entre profils politiques expérimentés et figures issues du secteur privé. Côté CDU, la nomination de Katherina Reiche au ministère de l'Économie et de l'Énergie, cheffe d'entreprise dans le secteur de l'énergie (Westenergie AG) et présidente du Conseil national de l'hydrogène, est perçue comme un signal en faveur de la transition énergétique. Autre choix notable, celui de Karsten Wildberger, PDG de MediaMarktSaturn, à la tête du nouveau ministère du Numérique et de la Modernisation de l'Etat, longtemps réclamé par la classe politique. Enfin, Patrick Schnieder, figure influente de la CDU, ancien membre de la commission des Transports du Bundestag, prend les rênes du ministère du même nom, une nomination cohérente mais moins attendue. Du côté de la CSU, Dorothee Bär, élue bavaroise et ancienne secrétaire d'État au numérique, devient ministre de la Recherche, de la Technologie et de l'Espace. Le SPD conserve plusieurs portefeuilles clés : Lars Klingbeil est nommé vice-chancelier et ministre des Finances, tandis que le très populaire Boris Pistorius reste ministre de la Défense. Bärbel Bas, ancienne présidente du Bundestag, prend en charge le ministère du Travail et des Affaires sociales. Le SPD confie également le ministère de la Coopération économique et du Développement à Reem Alabali-Radovan, et celui de l'Environnement et de la Protection du climat à Carsten Schneider.

Transition Ecologique & Energétique

1. Contrat de coalition : partie énergie

Dans l'[accord de coalition](#) (CDU/CSU et SPD), présenté le 9 avril 2025, les partis affichent leur ambition de baisser les prix de l'électricité d'au moins 5 cts/kWh pour tous via une diminution de taxes et divers allègements. Un prix de l'électricité pour les industries énérgo-intensives doit également être introduit. La transition énergétique sera poursuivie avec une plus grande ouverture technologique. Il est également fait mention de la volonté de soutenir davantage la recherche dans le domaine de la fusion nucléaire, avec l'objectif d'installer le premier réacteur en Allemagne. L'accent doit aussi être mis sur le développement de l'hydrogène avec un réseau H2 élargi au sud et à l'est de l'Allemagne. Pour une montée en puissance de la filière, un hydrogène « respectueux du climat » provenant de différentes sources sera utilisé au départ. Une stratégie pour de nouvelles centrales à gaz d'une capacité de 20 GW à horizon 2030 est annoncée, ces dernières visant à la fois à assurer une puissance pilotable sur le réseau électrique, mais également à atteindre une efficacité des coûts. Un monitoring doit permettre de vérifier d'ici l'été 2025, les besoins en énergie et développement du réseau et constituera une base pour la suite des travaux.

2. Loi chauffage : la nouvelle coalition annonce une « abrogation » qui cache en fait une simple modification du texte

La loi sur l'énergie dans le bâtiment (Gebäudeenergiegesetz – GEG) a été l'un des sujets les plus épineux des négociations de coalition. La CDU/CSU a demandé à plusieurs reprises l'abrogation de la loi adoptée par la précédente coalition, tandis que le SPD s'est montré favorable à une simple réforme. L'accord

de coalition stipule désormais que la « loi sur le chauffage » sera abrogée - bien qu'une telle loi n'existe pas formellement. Il s'agit en fait de supprimer l'obligation pour les nouveaux chauffages d'être alimentés à 65% par des énergies renouvelables - un point essentiel de la réforme de 2023 que l'Union avait toujours critiqué. En lieu et place, une nouvelle GEG devrait voir le jour, qui serait « plus ouverte aux technologies, plus flexible et plus simple ». L'accent doit être mis à l'avenir sur les réductions de CO2 réellement réalisables. La future coalition souhaite maintenir les aides au chauffage et faciliter l'articulation entre la GEG et la planification thermique communale.

3. ENTSO-e préconise de découper le marché de l'électricité allemand en cinq zones de prix

Le 28 avril 2025, le réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport d'électricité Entso-E a publié son rapport sur la configuration des zones de prix de l'électricité. Il recommande de découper l'Allemagne en cinq zones pour résoudre la congestion structurelle avec des économies évaluées à 339 millions d'euros. L'accord de coalition stipule que le nouveau gouvernement allemand défendra l'unité de sa zone de prix actuelle. Il aura le soutien d'une grande partie des industriels et énergéticiens allemands ainsi que des Länder du sud, Bavière au premier plan, qui risquent de voir leur prix de l'électricité augmenter en cas de division de la zone. Berlin dispose désormais de six mois pour prendre une décision qui devra être approuvée à l'unanimité par les pays voisins dans les six mois suivants. En cas de refus, la Commission disposera de six mois supplémentaires pour décider de modifier ou de maintenir la configuration de la zone de prix.

4. Publication d'un livre blanc sur le stockage d'hydrogène

Le 17 avril, le Ministère fédéral allemand l'Économie et de la Protection du Climat (BMWK) a publié un [livre blanc](#) sur le stockage d'hydrogène. Selon ce document, les besoins de stockage d'hydrogène pourraient être de 2 à 7 TWh d'ici 2030 et 76 à 80 TWh d'ici 2045 en Allemagne. Cette augmentation serait majoritairement due à la hausse de l'utilisation de l'hydrogène dans l'industrie et les centrales électriques. L'Allemagne disposerait de capacités de stockage très importantes dans des cavernes de sel, situées notamment dans le nord du pays, pouvant être complétées par des dispositifs de stockage en surface. D'ici 2040, la reconversion des stockages souterrains de gaz naturel et pétrole existants pourrait aussi permettre de couvrir 20 à 50 % des besoins de stockage nationaux. Le pays disposerait d'un potentiel de stockage plusieurs fois supérieur à ce dont l'Allemagne et l'Europe auraient besoin.

5. Publication d'une étude germano-britannique sur le commerce d'hydrogène

Le 23 avril, le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Protection du Climat (BMWK) et le Ministère britannique de la Sécurité énergétique et du net zero (DESNZ) ont [présenté](#) à Londres une [étude](#) de faisabilité commune (Arup, Dena, Adelphi) sur le commerce d'hydrogène. Cette étude décrit les différentes étapes pour un futur commerce d'hydrogène entre les deux pays, basé sur un pipeline pour lequel plusieurs options sont possibles. Le Royaume-Uni pourrait exporter de l'hydrogène vers l'Allemagne produit par exemple via ses parcs éoliens en mer. Les auteurs soulignent, malgré un potentiel important, le besoin d'études plus détaillées. Pour rappel, en 2023, R. Habeck, ministre fédéral allemand de l'Économie et de la Protection du Climat et Claire Coutinho, ancienne ministre britannique de l'énergie avaient annoncé dans une déclaration renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie et du climat, ainsi que « *dans le*

domaine de l'hydrogène, [...] faciliter les échanges et les investissements grâce à des cadres réglementaires harmonisés ».

Transports

1. Contrat de coalition : la nouvelle politique transport s'inscrit dans la continuité de la précédente

Dans leur accord de coalition, l'Union et le SPD affirment que « la mobilité doit être abordable, disponible et respectueuse de l'environnement ». Un financement important sera consacré à la rénovation des infrastructures de transports, en partie grâce au fonds spécial de 500 Mds € décidé au mois de mars. Toutefois, mis à part l'important soutien au secteur aérien, la politique des transports semble assez largement s'inscrire dans la continuité de la précédente. Côté ferroviaire, la Deutsche Bahn ne devrait pas être démantelée mais profondément réformée. Un fonds d'infrastructure ferroviaire sera mis en place. Le Deutschlandticket sera conservé mais avec une augmentation progressive de son tarif à partir de 2029. Dans l'aviation, l'augmentation de la taxe sur le transport aérien décidée en mai 2024 sera annulée. Et une montée en puissance des carburants d'aviation durable (SAF) sera assurée. Sur la route, l'imposition d'une limitation de 130 km/h pourtant prônée par le SPD ne sera pas mise en place.

Entreprises & International

1. Production d'acier brut en Allemagne : toujours aucun signe de stabilisation

La production d'acier brut en Allemagne reste nettement inférieure au niveau de l'année précédente. En mars 2025, environ 3,1 millions de tonnes d'acier brut ont été produites (soit une baisse de plus de 10% par rapport au

même mois de l'année précédente). Il s'agit du troisième mois consécutif où le secteur enregistre un recul à deux chiffres. Sur l'ensemble du premier trimestre 2025, la production d'acier brut a chuté de 12,5 % par rapport à la même période en 2024. (source : [VW Stahl - fédération allemande de l'acier](#))

2. La division automobile de Conti s'appellera Aumovio

Continental renomme sa division automobile en difficulté « Aumovio » et prévoit de l'introduire en bourse comme entreprise indépendante en septembre 2025. Le nom a été présenté au salon Auto Shanghai. Philipp von Hirschheydt, directeur de la division, affirme qu'Aumovio gagnera en agilité et en innovation. L'entreprise visera les véhicules définis par logiciel, la mobilité connectée et autonome, et renforcera sa présence en Chine, où elle emploie 10 000 personnes et réalise 14 % de son chiffre d'affaires. À l'échelle mondiale, la division compte 92 000 employés pour un chiffre d'affaires de 19,4 milliards d'euros en 2024. Continental, qui entend se recentrer sur les pneus, a aussi annoncé vouloir se séparer de sa division Contitech d'ici 2026. Plus de 10 000 suppressions de postes sont prévues, dont la moitié en R&D et administration, pour redresser la rentabilité de cette branche.

3. Le président de l'association de l'industrie mécanique allemande appelle à faciliter l'accès des américains au marché européen

Dans un entretien au Handelsblatt le 18 avril, Bertram Kawlath, président de la VDMA (Association de l'industrie mécanique allemande), est revenu sur son voyage aux États-Unis mi-avril. Il a notamment rappelé que les États-Unis restent le plus grand marché d'exportation en dehors de l'UE (13 % des exportations allemandes) pour les constructeurs européens de machines et d'équipements. Un tiers des entreprises y ont leurs propres usines avec plus de 100

000 collaborateurs. B. Kawlath indique toutefois que, pour le moment, pratiquement tous les grands investissements aux États-Unis sont gelés. Selon lui, « cette politique douanière erratique, le "aujourd'hui comme ceci et demain comme cela", crée un climat d'incertitude ». Selon B. Kawlath, il est nécessaire (i) de faciliter l'accès des américains au marché européen ; (ii) d'alléger les impôts et la bureaucratie.

4. Les allègements douaniers accordés par D. Trump aux constructeurs automobiles sont accueillis avec tiédeur par les industriels allemands

Suite aux annonces de D. Trump, les constructeurs automobiles, même étrangers, implantés aux États-Unis ne cumuleront pas les tarifs douaniers : ils paieront soit 25 % de droits de douane additionnels sur les automobiles, soit 25 % sur l'acier et l'aluminium. Les usines BMW (Caroline du Sud) et Mercedes (Alabama) sont aussi concernées. Des allègements douaniers sont également prévus. Chez les industriels allemands, la décision américaine suscite toutefois une réaction mitigée puisque les véhicules en provenance de l'UE seront toujours soumis à des droits de douane de 27,5 %. Les constructeurs américains sont donc considérés comme les principaux bénéficiaires de la nouvelle réglementation. Le 18 avril, Oliver Zipse (BMW), Ola Källenius (Daimler) et Kjell Gruner (Volkswagen USA) ont eu leurs premiers entretiens avec D. Trump pour tenter d'obtenir des allègements supplémentaires, selon le Handelsblatt (29 avril 2025). Hildgard Müller, présidente de l'Association allemande de l'automobile (VDA), a quant à elle [indiqué](#) que le gouvernement américain envoyait le « bon signal », mais que « les mesures sont bien en deçà de ce qui est nécessaire ». H. Müller continue donc de soutenir un accord entre l'Union européenne et les États-Unis.

5. Importations de terres rares : une dépendance allemande persistante à la Chine

En 2024, l'Allemagne a importé 65,5 % de ses terres rares depuis la Chine (5200 tonnes), contre 69,1 % l'année précédente, soit une baisse de 12,6 %. Cela reste bien au-dessus de la moyenne européenne (46,3 %). L'Allemagne se fournit également auprès de l'Autriche (23,2 %) et de l'Estonie (5,6 %), qui restent des pays de transformation. La Chine fournit quasi exclusivement certains éléments essentiels comme le néodyme, le praséodyme et le samarium, utilisés dans les moteurs électriques pour les industries automobile, dans les énergies renouvelables, ainsi que dans les technologies numériques, l'aéronautique et la défense allemande. En parallèle, l'Union européenne vise à réduire sa dépendance à 65 % par partenaire d'ici 2030, en diversifiant ses sources et en développant le recyclage et la production interne. La Chine reste tout de même le fournisseur dominant de terres rares pour l'Allemagne et l'UE, renforçant son rôle dans le contexte du conflit commercial avec les États-Unis.

Numérique & Innovation

1. Première réunion officielle de l'EU AI Champions Initiative à l'Ambassade de France

L'Ambassade de France à Berlin a accueilli la première réunion officielle de l'EU AI Champions Initiative. Lancée au Sommet de l'Action pour l'IA qui s'est tenu à Paris en février, ce projet porté par plus de 70 entreprises vise à faire de l'Europe un leader mondial de l'IA. La réunion a rassemblé des acteurs clés des écosystèmes automobile et de l'IA. Les échanges ont porté sur des cas d'usages concrets concernant le renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement, l'accélération de l'adoption de la mobilité intelligente et la préparation de la main d'œuvre

adaptée à l'industrie du futur. L'ensemble des participants est résolu à poser ensemble les bases d'un secteur automobile plus intégré, plus innovant et résolument tourné vers l'avenir de l'Europe.

2. Le géant allemand du logiciel SAP surprend avec des résultats positifs

L'entreprise la plus valorisée d'Allemagne, SAP, a enregistré une hausse de 12 % de son chiffre d'affaires au 1er trimestre 2025, atteignant 9 Mds€, notamment grâce à la croissance de son activité cloud atteignant 5Mds€ (+27 %). En raison du virage stratégique du groupe vers les services cloud, l'activité logicielle traditionnelle a décliné de 10%. Toutefois, le résultat opérationnel ajusté a bondi de 58 % à presque 2,5 Mds€, grâce à une restructuration menée depuis début 2024. Malgré l'incertitude liée au conflit commercial, SAP n'observe pas de ralentissement des investissements de ses clients, au contraire. Suite à la publication de ces résultats positifs, l'action SAP a grimpé de 10 % sur les marchés.

3. Dialogue franco-allemand sur l'intelligence artificielle en santé

Un dialogue franco-allemand sur l'intelligence artificielle en santé, organisé par Business France, s'est tenu le 7 avril 2025 à l'Ambassade de France à Berlin. À la veille du salon DMEA sur la santé numérique, il a rassemblé des représentants des ministères compétents, des parlementaires, des start-ups, des médecins et des chercheurs pour aborder dans une perspective bilatérale et européenne les grands enjeux du recours à l'intelligence artificielle en santé. Parmi eux : le déploiement de l'Espace européen des données de santé, les bénéfices et les risques de l'IA à l'hôpital comme en médecine de ville, mais aussi les opportunités pour la recherche et l'innovation. Cet événement a également été l'occasion de mettre en réseau les acteurs français et allemands du secteur et notamment de valoriser les entreprises lauréates de l'édition

2025 du programme d'accélération
French Healthcare Booster Germany de
Business France.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédactrices : Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Mathilde FLAMANT, Thomas GOIJAT,
Stéphanie JALLET, Manuela SACCOMANO, Côme ZEGNA-RATA

Relecteurs : Bertrand LE TALLEC

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr